EUROFINS SCIENTIFIC S.E.

Société Européenne au capital de 1.538.975,90 €
23, Val Fleuri, L-1526 LUXEMBOURG
Registre de Commerce et des Sociétés LUXEMBOURG B 167775

<p>TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS PRESENTES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE DU 19 AVRIL 2016</p>

I- DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉOLUTION – Conventions conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et visées par l'article 57 de la loi du 10 août 1915

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constate qu'aucune convention visée par l'article 57 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, n'a été conclue ou ne s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

DEUXIÈME RÉOLUTION – Approbation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration incluant le rapport sur la gestion du groupe, et du rapport du Réviseur d'Entreprises sur les états financiers consolidés établis selon les normes comptables internationales IFRS, approuve dans leur intégralité les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations ressortant desdits comptes et rapports, faisant ressortir un bénéfice consolidé net de 90.120 kEuros avec un total bilantaire de 3.699,8 millions d'Euros.

TROISIÈME RÉOLUTION – Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises, approuve dans leur globalité les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015, à savoir le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe, établis en conformité avec les lois et règlements du Grand-Duché de Luxembourg, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations ressortant desdits comptes et rapports et desquels il résulte un bénéfice de 13.512 kEuros avec un total bilantaire de 2.657,1 millions d'Euros.

QUATRIÈME RÉOLUTION – Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015

L'Assemblée Générale décide, sur la proposition du Conseil d'Administration, d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2015, qui s'élève à 13.512.073,09 Euros, de la manière suivante :

- à hauteur de 1.853,12 Euros
au compte « Réserve légale »,
ledit compte étant corrélativement porté
de 152.044,47 Euros à 153.897,59 Euros
et atteignant ainsi 10 % du capital social tel que modifié
conformément à la première décision du Conseil

- le solde, à hauteur de..... 13.510.219,97 Euros
à titre de dividendes

TOTAL EGAL AU BENEFICE DE L'EXERCICE,
ci 13.512.073,09 Euros

En outre, il est prélevé à titre de dividende complémentaire la somme de 8.804.930,58 Euros sur le compte de Report à nouveau, celui-ci étant corrélativement ramené de 161.811.527,57 Euros à 153.006.596,99 Euros.

Le dividende brut total (avant prélèvement de retenues à la source, le cas échéant) s'élève donc à 22.315.150,55 Euros, soit 1,45 Euro brut par action.

CINQUIÈME RÉOLUTION – Décharge à donner aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion au titre de l'exercice 2015

L'Assemblée Générale décide, par vote spécial, de donner décharge aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion au titre de l'exercice social 2015.

SIXIÈME RÉOLUTION – Décharge à donner à PricewaterhouseCoopers, Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'exécution de sa mission au titre de l'exercice social 2015

L'Assemblée Générale décide, par vote spécial, de donner décharge à PricewaterhouseCoopers, Réviseur d'Entreprises Agréé, pour l'exécution de sa mission au titre de l'exercice social 2015.

SEPTIÈME RÉOLUTION - Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Gilles MARTIN

L'Assemblée Générale,

après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, et compte tenu du fait que le mandat de Monsieur Gilles MARTIN, Administrateur, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale, décide de renouveler le mandat de :

- Monsieur Gilles Gérard Jean Henri MARTIN
Demeurant professionnellement Avenue Herrmann-Debroux 48, B-1160 Bruxelles

en qualité d'Administrateur, pour une nouvelle durée de quatre années qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à se réunir en 2020 pour approuver les comptes de l'exercice 2019.

HUITIÈME RÉOLUTION - Renouveaulement du mandat d'Administrateur de Monsieur Yves-Loïc MARTIN

L'Assemblée Générale,

après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, et compte tenu du fait que le mandat de Monsieur Yves-Loïc MARTIN, Administrateur, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale, décide de renouveler le mandat de :

- Monsieur Yves-Loïc Jean-Michel MARTIN
Demeurant professionnellement Avenue Herrmann-Debroux 48, B-1160 Bruxelles

en qualité d'Administrateur, pour une nouvelle durée de quatre années qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à se réunir en 2020 pour approuver les comptes de l'exercice 2019.

NEUVIEME RÉOLUTION - Renouveaulement du mandat d'Administrateur de Monsieur Stuart ANDERSON

L'Assemblée Générale,

après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, et compte tenu du fait que le mandat de Monsieur Stuart ANDERSON, Administrateur, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale, décide de renouveler le mandat de :

- Monsieur Stuart Anthony ANDERSON
Demeurant 85, Avenue du Gui, B-1180 Bruxelles

en qualité d'Administrateur, pour une nouvelle durée de quatre années qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à se réunir en 2020 pour approuver les comptes de l'exercice 2019.

DIXIÈME RÉOLUTION - Renouveaulement du mandat d'Administrateur de Madame Valérie HANOTE

L'Assemblée Générale,

après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, et compte tenu du fait que le mandat de Madame Valérie HANOTE, Administrateur, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale, décide de renouveler le mandat de :

- Madame Valérie Anne Marie HANOTE
Demeurant professionnellement Avenue Herrmann-Debroux 48, B-1160 Bruxelles

en qualité d'Administrateur, pour une nouvelle durée de quatre années qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à se réunir en 2020 pour approuver les comptes de l'exercice 2019.

ONZIÈME RÉOLUTION - Renouveau du mandat de PricewaterhouseCoopers en qualité de Réviseur d'Entreprises Agréé de la Société ou nomination d'un nouveau Réviseur d'Entreprises Agréé de la Société

L'Assemblée Générale,

après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, et compte tenu du fait que le mandat de PricewaterhouseCoopers, Réviseur d'Entreprises Agréé, arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale, décide de renouveler le mandat de :

- PricewaterhouseCoopers
dont le siège social est situé au 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg
RCS Luxembourg B 65477

en qualité de Réviseur d'Entreprises de la Société, pour une durée d'une année qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à se réunir en 2017 pour approuver les comptes de l'exercice 2016.

DOUZIÈME RÉOLUTION - Fixation des jetons de présence alloués aux Administrateurs au titre de l'exercice 2016

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de fixer à la somme de cent cinquante mille (150.000) euros le montant global des jetons de présence alloués aux Administrateurs au titre de l'exercice 2016.

TREIZIÈME RESOLUTION - Compte rendu des opérations sur capital réalisées par le Conseil d'Administration au titre du programme de rachat d'actions arrêté par l'Assemblée Générale extraordinaire du 16 avril 2013

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration établi conformément à l'article 49-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, prend acte qu'il n'a réalisé aucune opération au titre du programme de rachat d'actions mis en place par l'Assemblée Générale extraordinaire du 16 avril 2013 au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

QUATORZIÈME RÉOLUTION – Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes formalités de dépôt et de publicité requises par la réglementation en vigueur et plus généralement pour remplir toutes formalités de droit.

ooOoo

II- DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

QUINZIÈME RÉSOLUTION – Renouveau pour une nouvelle période de cinq années de l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'émettre des actions sans avoir à réserver un droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants dans la limite du montant global maximal de capital autorisé aux termes de l'article 8 Bis des statuts ; maintien du montant actuel maximum du capital autorisé, précision des termes pour inclure la possibilité d'émettre tout instrument, titre, option, warrant, convertible ou échangeable, donnant un droit immédiat ou différé à des actions ordinaires (y compris le cas échéant à titre gratuit) de la Société et modification corrélative de l'article 8Bis de statuts

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration établi conformément aux dispositions de l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée,

décide :

- (i) de **renouveler** pour une nouvelle période de cinq années l'autorisation donnée au Conseil d'Administration aux termes de l'article 8Bis des statuts d'émettre des actions aux conditions qui lui conviendront et particulièrement faire cela sans avoir à réserver un droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants concernant les nouvelles actions à émettre dans la limite du Montant Global Maximal de Capital Autorisé tel que défini à l'article 8 Bis des statuts,
- (ii) de **maintenir** le Montant Global Maximal de Capital Autorisé à un montant de 2.500.000 Euros ;
- (iii) de **modifier** l'article 8Bis des statuts comme suit :

Ancienne version :

« ARTICLE 8BIS – CAPITAL AUTORISE

Le capital autorisé est plafonné à un montant global maximal de deux millions cinq cent mille euros (EUR 2.500.000,00) constitué de vingt-cinq millions (25.000.000) d'actions ayant une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) par action (le « Montant Global Maximal de Capital Autorisé »).

Pendant une période de cinq ans à compter de la date de publication des statuts de la Société au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le Conseil d'Administration est par le présent acte autorisé à émettre des actions aux conditions qui lui conviendront et particulièrement faire cela sans avoir à réserver un droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants concernant les nouvelles actions à émettre dans la limite du Montant Global Maximal de Capital Autorisé.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout administrateur autorisé ou fondé de pouvoir de la Société ou toute autre personne dûment autorisée, le droit de recueillir les souscriptions et de recevoir le paiement des actions représentant tout ou partie du montant de l'augmentation de capital.

Le Conseil d'Administration informera chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire des opérations réalisées dans le cadre du présent article. »

Nouvelle version :

« ARTICLE 8 BIS – CAPITAL AUTORISE

Le capital autorisé est plafonné à un montant global maximal de deux millions cinq cent mille euros (EUR 2.500.000,00) constitué de vingt-cinq millions (25.000.000) d'actions

ayant une valeur nominale de dix centimes d'euro (EUR 0,10) par action (le « Montant Global Maximal de Capital Autorisé »).

*Pendant une période de cinq ans à compter de la date de publication des **résolutions de l'Assemblée Générale extraordinaire de la Société, adoptées en date du 19 avril 2016**, au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le Conseil d'Administration est par le présent acte autorisé à émettre des actions **de la Société, y compris à titre gratuit, ou tout instrument, titre, option, warrant, qu'il soit notamment convertible ou échangeable et/ou donnant droit immédiatement ou à terme à des actions ordinaires de la Société, et ce**, aux conditions qui lui conviendront et particulièrement faire cela sans avoir à réserver un droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants concernant les nouvelles actions à émettre dans la limite du Montant Global Maximal de Capital Autorisé.*

*Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout administrateur autorisé ou fondé de pouvoir de la Société ou toute autre personne dûment autorisée, le droit de recueillir les souscriptions et de recevoir le paiement des actions représentant tout ou partie du montant de l'augmentation de capital, **si les circonstances le requièrent.***

Le Conseil d'Administration informera chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire des opérations réalisées dans le cadre du présent article.»

SEIZIÈME RÉOLUTION – Modification de l'article 12 Bis des statuts en vue de clarifier le cadre juridique des parts bénéficiaires

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, **décide** de clarifier le cadre juridique des parts bénéficiaires et de mettre l'article 12 Bis des statuts en conformité avec l'article 27, 11) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.

En conséquence, l'article 12 Bis des statuts sera amendé et désormais rédigé comme suit (amendements uniquement en **gras surligné**) :

« **ARTICLE 12 BIS –PARTS BENEFICIAIRES**

La Société, au travers de son Assemblée Générale extraordinaire, peut décider de l'émission, outre des actions, et conformément à la Loi et aux stipulations des présents statuts, de parts bénéficiaires non représentatives d'une quotité du capital.

L'attribution de parts bénéficiaires interviendra également dès l'émission d'actions nouvelles au profit des actionnaires détenant déjà des parts bénéficiaires, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Les parts bénéficiaires ne donnent droit à aucun droit pécuniaire ; elles ne sont pas transférables.

*Une part bénéficiaire **de catégorie A** conférant un droit de vote est attribuée aux détenteurs de toute action entièrement libérée pour laquelle il sera justifié d'une inscription nominative depuis trois ans au moins au nom du même détenteur.*

*Le droit de vote attaché aux parts bénéficiaires **de catégorie A** s'éteint automatiquement à la suite de la mise au porteur, ou du transfert de la propriété (autre que par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ou par suite d'une fusion ou d'une*

scission d'une société actionnaire) de l'action à raison de laquelle une telle part bénéficiaire a été attribuée. Une part bénéficiaire ayant perdu son droit de vote est automatiquement annulée.

L'assemblée Générale extraordinaire des actionnaires délègue au Conseil d'Administration, qui peut lui-même déléguer à tout administrateur autorisé ou fondé de pouvoir de la Société ou toute autre personne dûment autorisée, le droit de vérifier l'existence du droit à attribution des parts bénéficiaires et de procéder à leur émission.

Conformément aux stipulations du présent article 12 Bis, outre les actions représentatives du capital social, ont été émises à la date du 15 avril 2015 6.534.181 parts bénéficiaires de catégorie A non représentatives d'une quotité du capital et à chacune de ces parts bénéficiaires de catégorie A est attachée un droit de vote.

A la suite de l'émission de nouvelles parts bénéficiaires, le Conseil d'Administration ou un fondé de pouvoir devra se présenter devant un notaire luxembourgeois dans le mois de l'émission pour mettre à jour le nombre de toute catégorie de parts bénéficiaires émises indiquées à l'article 12 Bis des statuts. »

DIX-SEPTIÈME RÉOLUTION - Ajout d'un nouvel article 12 Ter dans les statuts relatif à l'émission de parts bénéficiaires pour tout actionnaire qui justifiera d'une inscription en compte nominatif pendant cinq années consécutives

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide de la création d'une nouvelle catégorie de parts bénéficiaires pour tout actionnaire qui justifiera d'une inscription en compte nominatif pendant cinq années consécutives.

Par conséquent, l'Assemblée Générale décide de l'ajout d'un nouvel article 12 Ter dans les statuts, à la suite de l'article 12 Bis, relatif à l'émission de parts bénéficiaires pour tout actionnaire qui justifiera d'une inscription en compte nominatif pendant cinq années consécutives et libellé de la manière suivante :

« ARTICLE 12 TER –PARTS BENEFICIAIRES DE CATEGORIE B

L'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires autorise l'émission d'une part bénéficiaire de catégorie B à tout détenteur d'une action entièrement libérée pour laquelle il sera justifié d'une inscription de cinq années consécutives au nom du même détenteur dans un registre nominatif.

La contrepartie de cette émission sera un apport en numéraire équivalent à EUR 0,10 (dix centimes d'Euro) par part bénéficiaire ainsi qu'un apport en industrie matérialisé par l'inscription en compte nominatif de cinq années consécutives précédant la date d'émission.

L'actionnaire souhaitant se voir émettre des parts bénéficiaires de catégorie B à concurrence du nombre de ses actions inscrites en compte nominatif devra adresser une demande écrite au Conseil d'Administration justifiant de l'inscription en compte nominatif pendant cinq années consécutives de ses actions au nom du même détenteur. Cette demande devra être adressée au Conseil d'Administration de la Société au plus tard le 30 juin 2021.

Les parts bénéficiaires de catégorie B bénéficieront des mêmes droits et obligations que les parts bénéficiaires visées à l'article 12 Bis des statuts et notamment conféreront un droit de vote par action sans aucun droit pécuniaire. Sous réserve du respect des conditions d'émission respectives, une même action pourra se voir attribuer une part bénéficiaire de chacune des catégories A et B.

L'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires délègue, avec capacité de sous-délégation, au Conseil d'Administration tout pouvoir pour vérifier l'existence du droit à attribution des parts bénéficiaires de catégorie B, constater la libération du numéraire en totalité et procéder à leur émission. »

DIX-HUITIÈME RÉOLUTION – Autorisation à conférer au Conseil d'Administration en vue d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et/ou aux mandataires sociaux, ou certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées, directement ou indirectement

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation conformément aux dispositions légales en vigueur, à procéder, en une ou plusieurs fois, aux dates qu'il fixera, et sous réserve que les conditions légales soient remplies, dans les limites du capital autorisé et avec suppression du droit préférentiel de souscription en application de l'article 8Bis des statuts de la Société relatif au capital autorisé, à des attributions gratuites d'actions ordinaires de la Société, existantes ou à émettre, au profit :

- des membres du personnel salarié ou certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées, directement ou indirectement, et de leurs succursales.
- Des mandataires sociaux ou certaines catégories d'entre eux des sociétés qui sont liées, directement ou indirectement à la Société.

Le nombre total d'actions ainsi attribuées gratuitement, qu'il s'agisse d'actions existantes ou d'actions à émettre, ne pourra excéder 10 % du capital social de la Société à la date de leur attribution par le Conseil d'Administration, étant précisé qu'à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales en vigueur ou aux stipulations contractuelles, les droits des porteurs des valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital.

L'attribution des actions aux bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée minimale de deux ans et les bénéficiaires devront conserver les actions pendant une durée minimale de deux ans à compter de l'attribution définitive de celles-ci.

Toutefois, pour tenir compte du régime juridique, fiscal et social applicable dans certains pays ainsi que des règles de *stock options* en place au sein de la Société et des sociétés qui lui sont liées directement ou indirectement, le Conseil d'Administration pourra déroger à cette règle et décider que, s'agissant d'une ou de plusieurs catégorie(s) de bénéficiaires, la période d'acquisition et/ou de conservation des actions ou quote part des actions pourra être d'une durée inférieure ou supérieure.

Par exception, l'attribution définitive interviendra avant le terme de la période d'acquisition en cas de décès ou d'invalidité du bénéficiaire (conduisant à l'impossibilité de travailler et/ou impliquant le recours à l'assistance d'un tiers pour les actes de la vie courante) au sens des dispositions de droit de la sécurité sociale applicable au bénéficiaire concerné. Dans ce cas, les actions seront librement cessibles dès leur attribution définitive par le bénéficiaire ou ses héritiers.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales en vigueur, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, dans les conditions ci-dessus définies et dans les limites autorisées par les textes en vigueur et applicables et notamment :

- déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions à émettre ou existantes et, le cas échéant, modifier son choix avant l'attribution définitive,

- déterminer le cas échéant le pourcentage maximum de détention d'actions au-delà duquel les bénéficiaires ne pourront prétendre à l'attribution d'actions gratuites,
- fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, notamment la période d'acquisition minimale de chaque bénéficiaire et, le cas échéant, de conservation minimale des actions, dans les conditions prévues ci-dessus,
- déterminer, en application de ces conditions et critères, l'identité des bénéficiaires ou de la ou des catégorie(s) de bénéficiaires, des attributions et le nombre d'actions attribué gratuitement à chacun,
- prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution,
- constater les dates d'acquisition définitive et les dates à partir desquelles les actions pourront être librement cédées, compte tenu notamment des dispositions législatives et réglementaires,
- inscrire les actions attribuées gratuitement sur un compte au nom de leur titulaire, mentionnant l'indisponibilité et la durée de celle-ci conformément aux dispositions du plan d'attribution gratuite des actions, et de lever l'indisponibilité des actions pour toute circonstance pour laquelle la réglementation applicable permettrait la levée de l'indisponibilité,
- procéder au rachat d'actions de la Société représentant un maximum de 10% du capital social de la Société, au prix de marché de ces actions calculé au moment du rachat ou d'autre date décidée par le Conseil d'Administration,
- procéder, le cas échéant, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement nécessaires à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires des attributions gratuites d'actions non encore définitivement acquises, en fonction des éventuelles opérations portant sur le capital ou les capitaux propres de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution d'actions, d'émission de nouveaux titres de capital avec droit préférentiel de souscription, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves, de primes d'émission ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de modification de la répartition des bénéfices par la création d'actions de préférence ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres. Il est précisé que les actions attribuées en application de ces ajustements seront réputées attribuées le même jour que les actions initialement attribuées,
- fixer, le cas échéant, les conditions des émissions qui seraient réalisées en vertu de la présente autorisation et la date de jouissance des actions nouvelles,
- procéder aux dérogations et ajustements légaux au plan principal, nécessaires à la prise en compte des exigences des réglementations juridiques, fiscales et sociales applicables dans les différents pays de résidence des bénéficiaires du plan. Ces dérogations et ajustements seront réalisés dans le cadre de sous-plans, établi par pays, et annexé au plan principal,
- constater la réalisation des augmentations de capital,
- modifier les statuts en conséquence,
- et plus généralement, accomplir toutes les formalités utiles à l'émission, à la cotation sur Euronext Paris ou au marché des titres cotés au moment de l'émission et au service financier des titres émis en vertu de la présente résolution et faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur à la mise en place effective de l'attribution gratuite des actions.

L'assemblée générale des actionnaires de la Société décide de n'approuver dans le futur aucune distribution aux actionnaires ayant pour résultat de ramener le montant des capitaux propres de la Société tel que visé à l'article 34 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre de commerce et les comptes annuels des sociétés, à un niveau ne permettant plus de procéder au rachat dans les conditions légales.

La présente autorisation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles émises par incorporation de réserves, primes et bénéfices.

La présente autorisation est donnée pour une durée de cinq ans à compter du jour de la présente Assemblée.

Elle prive d'effet toute délégation de compétence antérieure ayant le même objet.

Dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à faire usage de la présente autorisation, il informera chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées.

DIX-NEUVIÈME RÉOLUTION – Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales

L'Assemblée Générale décide de donner tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes formalités de dépôt et de publicité requises par la réglementation en vigueur et spécifiquement aux membres du Conseil d'Administration ou toute autre personne par lui désignée afin de représenter la Société par devant notaire afin de reprendre par acte notarié les décisions prises par la présente Assemblée, qui nécessitent une telle reprise.

ooOoo